

print

Honduras : Des congressistes étasuniens lancent l'alerte quant à une possible militarisation du processus électoral

De [Collectif d'auteurs](#)

Global Research, novembre 04, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/honduras-des-congressistes-etasuniens-lancent-lalerte-quant-a-une-possible-militarisation-du-processus-electoral/5356747>

Le 24 novembre prochain auront lieu au Honduras des élections présidentielles et régionales. Le parti au pouvoir, issu directement du coup d'état du 28 juin 2009 se dépêche de prendre les mesures qui concentrent toujours d'avantage de pouvoir entre ses mains, lui donne une domination absolue et militarisée du processus électoral et met en vente le pays pour assurer son propre financement et se donner les moyens d'améliorer son image, même si cette cession du territoire contre monnaie sonnante se fait au détriment du peuple hypothéquant son avenir pour plusieurs génération, provoque le pillage des ressources naturelles et conduit à l'expulsion violente, à l'assassinat des habitants des régions cédées.

Depuis les élections primaires de 2012, tous les sondages donne gagnante, avec une confortable avance, aux élections présidentielles, Xiomara Castro, candidate du parti LIBRE issu de la résistance au coup d'état. Une date que les irréductibles honduriens fêtent à présent comme le jour de la naissance de la conscience collective populaire de résistance constructive. Mais la répression qui n'a cessé d'être violente contre tous les nombreux résistants pacifiques et déterminés de ce pays, s'intensifie encore à l'approche des élections avec simultanément une militarisation des forces de police sous égide des O.P. des USA, revenus d'Irak et d'Afghanistan et des paramilitaires colombiens. Alors que le parti au pouvoir concentre toujours d'avantage de pouvoir militaire et institutionnel et juridique – allant jusqu'à destituer les juges de la Cour Suprême qui s'opposent à la cession inconstitutionnelle de régions entières du pays aux investisseurs – .

Des enquêtes ultérieures ont clairement mis en évidence le rôle du Département d'Etat US, comme co-auteurs de la préparation et de l'exécution du coup d'état militaire de 2009, condamné à l'unanimité par l'ONU et OIA. Nous avons pu observer comment à l'époque alors que H. Clinton jetait de l'huile sur le feu, Obama détournait « pudiquement » les yeux se gardant d'intervenir pour rétablir l'ordre constitutionnel au Honduras. Les élections à la fin de cette même année, qui ont porté au pouvoir Porfirio Lobo pour une durée de 4 ans qui prend fin en novembre prochain furent une parodie, délégitimant l'ensemble du processus. Elles se dérouleront dansle contexte d'une guerre dite de "basse intensité"

Au regard de l'ensemble de l'interventionnisme étasunien au Honduras, cette lettre à Kerry, dont le langage reste très diplomatique semble pleine de pieux souhaits qui ont peu de chance de se réaliser si l'opinion internationale populaire ne se mobilise pas pour faire pression sur le gouvernement étasunien pour qu'il retire ses sales griffes du Honduras.

Pour contribuer à cet éveil de conscience en faveur d'un peuple éminemment respectable et martyr d'une sanglante répression, je me propose dans la mesure de mes moyens de suivre les événements pré-électoraux au Honduras, tout en essayant de proposer un aperçu de la situation concrète dans le pays depuis le coup

d'état, dont vous pouvez trouver certains épisodes à la rubrique [Honduras, golpe et après](#) et de créer pour l'occasion une rubrique spéciale Honduras pré-électoral, [Honduras élections 2013](#).

Je m'attacherai particulièrement aux projets de Cités Modèles (du néo-libéralisme dont elle forment des enclaves soustraites au territoire national) qui après avoir été évincée au Honduras sous l'appellation de RED (régions spéciales de développement), déclarée inconstitutionnelle par des juges de la Cour Suprême limogés depuis, elles réapparaissent en tant que ZEDE (zones d'emploi et de développement économique), accompagnée de la Loi Hypothèque qui permet de céder les ressources nationales du pays en échange de l'immense dette, mais aussi au plus grand profit des investisseurs et oligarchies locales et au détriment du petit peuple.

De plus, ces cités modèles ou villes charter qui tentent de s'imposer internationalement sont une menace de métastases néo-libérale absolues à prendre très au sérieux. En Europe, le projet Euro Vegas en Espagne en est un exemple.

J'espère vous faire comprendre à quel point il est important que chacun soit vigilant pour contribuer à veiller sur le peuple du Honduras résistant pour sa survie, et pour un modèle de bonne vie pour tous. J'espère également vous faire partager mon respect pour ce peuple exemplaire.

Le peuple du Honduras a besoin du soutien de chacun d'entre nous

[Anne Wolff](#) (Traductrice)

Les congressistes nord-américains Raúl M. Grijalva, Mike Honda y Hank Johnson ont envoyé hier une lettre au secrétaire d'état John Kerry priant instamment le département d'état de surveiller la possible militarisation du processus électoral en vue de l'élection présidentielle au Honduras le 24 novembre.

Les législateurs soulignent un "plan d'attaques concertées dirigées contre les défenseurs des droits humains et l'opposition et lancent un appel aux fonctionnaires du Département d'Etat "pour garantir des conditions d'équité dans les semaines précédant les élections et pour qu'il se comporte de manière totalement neutre dans ses messages publics et privés à ce pays ».

Selon ce que signale la lettre « En novembre 2009, alors que le coup d'état militaire au Honduras était encore en vigueur et que les libertés civiles basiques étaient violemment réprimées, le Département d'Etat annonça qu'il reconnaîtrait le résultat des élections présidentielles même avant que ne soit compté les bulletins » – action qui causa des dommages à notre crédibilité dans la région et qui dénota une absence de supervision. La lettre intime à Kerry de ne pas répéter cette erreur et a observer attentivement au cours des prochaines semaines l'apparition des indices d'intimidation ou de force excessive de la part du gouvernement.

"Ignorer la répression et fermer les yeux face aux abus anti-démocratiques n'est dans l'intérêt de personne, encore moins le nôtre », indique le Rep Grijalva. « Prendre des mesures sérieuses pour assurer la transition pacifique du pouvoir nous amènera des dividendes à nous et au peuple du Honduras. Nous pouvons jouer un rôle positif dans la région si nous sommes vigilants, constructifs et aidons à faire que la volonté du peuple se manifeste avec justice. Nous ne pouvons permettre que se répète le désastre qui frappa le Honduras il y a quelques années et nous demandons au secrétaire Kerry qu'il s'assure que cela ne se reproduise pas.»

« Les Etats-Unis ne peuvent fermer les yeux sur les attaques faites aux libertés

civiles, aux droits humains et au processus démocratique au Honduras » indique le Rep. Johnson. « Il faut garantir aux Honduriens le droit d'élire le prochain président dans un processus électoral libre et impartial. La violence, la répression et les actions antidémocratiques n'ont pas leur place au Honduras ni en aucun autre lieu de la région. Ces actions ne bénéficient pas aux honduriens et ne répondent pas non plus aux plus grands intérêts de notre pays. C'est pour cette raison que je me joint à mes collègues pour demander au secrétaire Kerry qu'il communique ce message au gouvernement du Honduras et qu'il fasse tout ce qui est en son pouvoir pour appuyer un processus électoral impartial, libre et transparent en novembre ».

“Au milieu de sérieuses dénonciations d'attaques des droits humains et des libertés civiles, les Etats-Unis ne peuvent rester silencieux et sans réaction”. indique le Rep. Honda. « C'est pour cela que je suis fier de me joindre à mes collègues pour prier le secrétaire Kerry d'appuyer l'impartialité et l'accès équitable au processus démocratique. Agir de cette façon sera bénéfique pour le Honduras, pour nos relations bilatérales et pour notre voisinage global ».

Texte complet de la lettre

S.E.. Sr. John Kerry

Secretario de Estado

Département d'Etat des États-Unis

2201 C Street, NW

Washington, DC 20520

S.E. Sr. Kerry:

Nous vous écrivons pour vous exprimer notre inquiétude concernant la politique des E.U. lors des prochaines élections au Honduras le 24 novembre. L'évidence jusqu'ici indique que la liberté et l'impartialité de ses élections se trouvent en grave danger, étant donné que les abus contre les droits humains se poursuivent sous le gouvernement actuel menaçant les libertés civiles basiques, les candidats de l'opposition ne disposent pas de conditions équitables et les forces de sécurité de l'Etat jouent un rôle toujours plus important et inquiétant dans le contexte des élections.

Nous sommes particulièrement alarmés de découvrir que le parti officiel et son candidat présidentiel, Monsieur Juan Orlando Hernandez, dominant actuellement toutes les institutions clés du gouvernement, incluant les autorités électorales du pays et l'armée, laquelle distribue les bulletins de vote – ce qui limite les options des citoyens honduriens au cas où se commettrait des fraudes durant le processus électoral alors que les violences contre les droits humains continuent à être une menace contre un débat ouvert. Cette situation est particulièrement préoccupante étant donné la longue histoire de fraude électorale au Honduras, incluant les plaintes concernant les fraudes généralisées pendant les élections primaires de novembre 2012.

A la lumière de ces faits, nous affirmons que le pays ne dispose pas actuellement des conditions pour garantir un processus électoral libre et impartial. Par exemple, dans un rapport récent sur le Honduras, la fédération Internationale des Droits Humains exprime une grande préoccupation relative au « disfonctionnement absolu » du système judiciaire hondurien, la « politisation de la justice à des fins électorales » et la concentration du pouvoir.

Nous sommes également préoccupés d'apprendre les actes de violence et

d'intimidation commis à l'encontre des leaders des partis d'opposition en particuliers les membres de LIBRE. Selon COFADEH, la principale organisation de droits humains du Honduras, au moins 16 activistes et candidats de LIBRE ont été assassinés depuis juin 2012. En plus nous avons été informés que le gouvernement du Honduras n'a pas mené d'enquête ni poursuivit les responsables de ces assassinats.

Nous observons également avec une grande inquiétude le renforcement de la croissante militarisation de la police étant donné que cela représente une menace contre les libertés civiles, incluant la liberté d'expression et la liberté d'association au Honduras. Par exemple, les médias honduriens ont informé du blocage par l'armée de manifestations pacifiques réalisées par l'opposition durant le jour de l'Indépendance, le 15 septembre, et de l'épisode dans lequel des membres du bataillon Ingenieros de l'armée ont tiré sur et assassiné un activiste indigène, Tomas Garcia, durant une manifestation pacifique en juillet.

On nous a avertis que le candidat du parti officiel a basé une grande partie de sa campagne dans la création d'une nouvelle police hybride, de 5 000 agents, placée sous contrôle de l'armée. Le même candidat a dirigé la pression pour la création de ce corps par le Congrès hondurien au mois d'août dernier, promettant un soldat à tous les coins de rue. » Cette nouvelle troupe se rencontre déjà réalisant des missions de police et on les voit dans les rues, portant des casques noirs et des masques qui ne laissent visibles que les yeux.

La récente déclaration de l'Ambassade étasunienne à Tegucigalpa, nous satisfait, laquelle a communiqué la position politique neutre des E.U. relativement aux élections et sa disposition à travailler avec n'importe quel candidat qui triomphera. Cependant, nous sommes préoccupés par le fait que l'Ambassade ne s'est pas prononcée fermement au sujet de la militarisation de la police sous l'impulsion d'un des candidats, et n'a pas exprimé d'inquiétude au sujet de la concentration de pouvoir institutionnel entre les mains du Parti National par des méthodes illégales et n'ait pas dénoncé la continuelle intimidation à l'encontre des membres de l'opposition.

Nous sommes d'avis que notre gouvernement perdrait de la crédibilité au Honduras et dans la région si l'on s'apercevait qu'il prend parti dans les élections ou qu'il ferme les yeux face à des fraudes électorales ou des conditions électorales partiales. Nombreux sont ceux dans la région qui savent bien qu'effectivement le gouvernement des Etats-Unis a appuyé par le passé certains candidats dans des élections latino-américaines particulièrement en Centramérique. En novembre 2009, alors que le coup d'état militaire au Honduras était encore en vigueur et que les libertés civiles de base étaient violemment réprimées, le Département d'Etat annonça qu'il reconnaîtrait le résultat des élections présidentielles avant même que ne soient comptés les bulletins. Il semble également que le Département d'Etat a toléré dans une grande mesure la concentration du pouvoir institutionnel dans le gouvernement hondurien, au cours de la dernière année, dans les mains du candidat du parti officiel, par des méthodes illégales.

Nous prions instamment le département d'Etat de mettre en œuvre tous les moyens à sa disposition pour assurer que se déroulent des élections libres et impartiales au Honduras le 24 novembre, pour garantir des conditions d'équité dans les semaines précédant le scrutin, et qu'il se comporte de manière complètement neutre dans ses messages publics ou privés à ce pays. En plus nous demandons que le département d'Etat se prononce énergiquement contre le plan d'attaque concertées dirigées contre les défenseurs des droits humains et l'opposition.

Avec notre considération,

Raúl M. Grijalva

Hank Johnson

Michael Honda

Membre du Congrès

Membre du Congrès

Membre du Congrès

[Traduction Anne Wolff](#)

Source en espagnol : [Lista Informativa Nicaragua y más \(español\): Honduras: Congressistas norteamericanos alertan sobre posible militarización de proceso electoral](#)

Copyright © 2013 Global Research